

Réduire la production de tabac



À l'arrière : Wardie Leppan, Daniel Buckles
À l'avant : Farhad Mazhar, Farida Akhter
(Photo CRDI)

2007-02

par KJ Shore

Les planteurs de tabac dans les pays en développement dépendent autant de cette culture que ceux qui en font usage. Pour eux toutefois, la dépendance est d'ordre économique plutôt que physique ou psychologique. Mais si les liquidités que rapporte la culture du tabac sont intéressantes, les planteurs commencent à reconnaître le danger qu'elle représente pour la santé de leurs familles, de leurs terres et de leurs écosystèmes.

Cependant, malgré les aspects négatifs que présente la production de tabac, les planteurs trouvent difficile de renoncer à cette culture, car les grandes sociétés productrices de tabac mettent des prêts à leur disposition pour qu'ils puissent se procurer les intrants nécessaires comme les engrais et les pesticides. De plus, elles leur garantissent des marchés et payent tous les ans la récolte au comptant. Par contre, comme ce sont elles qui, la plupart du temps, trient et achètent le tabac, les tabaculteurs sont nettement défavorisés et se retrouvent, plus souvent qu'autrement, liés aux sociétés et à cette culture par des dettes écrasantes.

Les chercheurs de l'organisation non gouvernementale bangladaise [UBINIG](#) (Policy Research for Development Alternatives) affirment que malgré les aspects négatifs évidents de la culture du tabac, les petits producteurs ne peuvent résister aux pressions économiques.

Le coût véritable de la culture du tabac Le tabac est une culture intensive qui nécessite beaucoup d'intrants et de main-d'oeuvre. Sa culture exige deux fois plus de travail que celle du riz, qui vient en deuxième place.

La production de tabac contribue également à la déforestation, un problème crucial au Bangladesh. Chaque séchoir à bois familial, le tandoor, utilisé pour traiter le tabac consomme près de 10 tonnes de bois, déjà rare, par saison. Le cycle de séchage dure 72 heures et, une fois amorcé, on ne peut l'arrêter sous peine de rendre les feuilles inutilisables et d'accroître par le fait même les dettes de la famille.

Selon Farida Akhter d'UBINIG, les femmes responsables des séchoirs doivent rester éveillées pendant trois jours d'affilée. Si le bois vient à manquer, elles doivent utiliser tout ce qu'elles trouvent à portée de main, sinon elles risquent de perdre le fruit d'une saison entière de travail. M^{me} Akhter cite l'exemple de Dardari, un village moyen comptant un peu plus de 100 séchoirs. Le village consomme près de 1 000 tonnes de bois par saison, soit l'équivalent de 100 000 arbres de taille moyenne par année, privant ainsi la collectivité d'une ressource qui pourrait servir à d'autres usages.

Dans certaines régions, des sociétés de tabac ont mis sur pied des programmes de reforestation, choisissant souvent l'eucalyptus dont la croissance est rapide. Cet arbre n'a pas d'utilisation locale traditionnelle, mais il assure un approvisionnement assez rapide en nouveau bois pour les *tandurs*. La plupart du temps toutefois, les sociétés se déplacent dans d'autres régions où il reste encore des forêts naturelles à exploiter.

En outre, la production de tabac n'est pas sans effets sur la santé, précise M^{me} Akhter. Elle explique que les familles de cultivateurs, femmes et enfants compris, sont exposées aux engrais et aux pesticides pendant la culture et la croissance du tabac, au goudron toxique que dégagent les feuilles vertes au cours de la récolte et à la fumée des séchoirs lors du traitement. Bien que le projet soutenu par le CRDI ne comporte pas d'analyse directe des problèmes de santé, les villageois qu'elle rencontre demandent souvent de consulter un médecin pour discuter des problèmes de santé potentiels.

Le côté sombre

La directrice exécutive d'UBINIG, Farida Akhter, et son directeur général, Farhad Mazhar, n'ont aucune difficulté à dresser la liste des aspects négatifs de la culture du tabac : des prix imprévisibles, des rentrées de fonds irrégulières, des effets dévastateurs sur la fertilité des sols, la dégradation de la santé et des anomalies congénitales causées par la manipulation des produits chimiques agricoles et des feuilles de tabac.

En outre, les forêts sont abattues parce qu'on a besoin de combustible pour sécher les feuilles et l'utilisation des produits chimiques cause des dommages importants à l'environnement. Enfin, comme cette culture emploie au Bangladesh deux fois plus de main-d'oeuvre que la deuxième culture intensive en importance, le riz, les enfants sont souvent retirés de l'école pour aller travailler. Ce sont eux notamment qui entretiennent le feu des fours à séchage.

UBINIG et l'Université Carleton (Canada), en collaboration avec le mouvement agricole bangladais, [Nayakrishi Andolon](#) (Mouvement pour une nouvelle agriculture, NA) analysent les raisons pour lesquelles les petits exploitants persistent à cultiver le tabac malgré ces problèmes. M^{me} Akhter, M. Mazhar et Daniel Buckles, attaché au projet [Social Analysis Systems \(SAS²\) de l'Université Carleton](#), se sont retrouvés au siège du CRDI en décembre 2006 pour faire état des recherches entreprises au milieu de cette même année. Ces recherches portent sur les pressions économiques qui forcent les exploitants à cultiver le tabac dans les pays en développement et sur les moyens d'aider les familles de cultivateurs à adopter des cultures de remplacement qui soient rentables.

Cette recherche fait partie d'un groupe de trois projets réalisés au Bangladesh, au Malawi et au Kenya et appuyés par le CRDI dans le cadre du programme Recherche pour la lutte mondiale contre le tabac (RMCT). Ce dernier a été établi en vue de créer une base de recherche, de financement et de connaissances et d'encourager l'application de politiques et de programmes efficaces de lutte antitabac dans les pays en développement. Le programme a pour objectif d'atténuer les risques pour la santé et le

développement humain posés par la production et la consommation de tabac.

Les projets ont tous le même enjeu : aider les exploitants agricoles à cesser la production de tabac. Toutefois, la démarche est adaptée à la situation de chacun des pays. Ainsi, au Bangladesh, le projet vise à diversifier la production de cultures vivrières et commerciales en s'appuyant sur des principes écologiques et coopératifs. Au Kenya, on s'efforce de trouver des moyens de remplacer la monoculture du tabac par celle du bambou géant, plus écologique. Au Malawi, le tabac représente la principale source de revenu et de devises étrangères. Il ne s'agit donc pas d'abandonner complètement cette culture, mais plutôt d'aider les planteurs à diversifier leurs cultures de sorte à ne plus dépendre entièrement du tabac. Les collectivités agricoles de ces pays et de beaucoup d'autres pourront profiter des enseignements tirés de ces projets.

La diversification des cultures

Selon Farida Akhter, dans certaines régions du Bangladesh, les cultivateurs estiment que le tabac est leur seul choix. Les sociétés productrices les encouragent à le cultiver jusqu'à l'épuisement des sols. Puis, elles se déplacent vers d'autres régions où des terres encore fertiles leur offriront de meilleurs rendements ainsi que le bois nécessaire au séchage des feuilles. M^{me} Akhter ajoute que si les hommes ont tendance à apprécier les cultures commerciales parce que les paiements forfaitaires leur permettent d'acheter des biens tels que des motocyclettes, les femmes sont, elles, moins enthousiastes. Elles voient en effet les conséquences néfastes de ces cultures sur la stabilité financière de la famille, sa santé et sur leurs propres forces.

M^{me} Akhter fait observer que les femmes se font entendre de plus en plus et que si les hommes ne sont pas prêts à diversifier leurs cultures, les femmes le sont assurément. À son avis, elles joueront un rôle crucial dans ce projet.

M^{me} Akhter explique que le mouvement Nayakrishi Andolon encourage l'adoption de cultures vivrières et commerciales qui recourent aux semences locales (d'une grande diversité) et aux intrants biologiques disponibles, et qui conviennent mieux à l'écologie locale que le tabac. L'organisme s'est également rendu compte que, pour contrer l'imposant appui des sociétés de tabac, il doit offrir son propre soutien. Il installe donc des entrepôts de semences collectifs afin de faciliter l'accès aux semences locales et d'aider les cultivateurs à les conserver d'une année à l'autre. NA a également entrepris d'initier à nouveau les exploitants agricoles aux méthodes de compostage pour reconstituer la matière organique et les éléments nutritifs du sol appauvri par l'usage de produits chimiques. Selon M^{me} Akhter, le compostage, largement pratiqué par la génération précédente, a été abandonné lorsque les sociétés de tabac ont introduit les produits chimiques pour accroître les rendements.

L'importance de la méthodologie

Le projet du Bangladesh repose sur la consultation des membres de la collectivité et la collaboration entre ces derniers et les chercheurs en vue de trouver des solutions de rechange à la culture du tabac. UBINIG et NA ont recours à des méthodes de recherche élaborées et documentées par le projet SAS² de l'Université Carleton.

Daniel Buckles explique que le projet, financé par le CRDI, a permis la mise au point d'une cinquantaine d'outils servant à analyser les problèmes, les



intervenants et les choix possibles. Ces outils, affichés sur Internet (www.sas-pm.com), offrent toute la souplesse nécessaire pour effectuer tant des analyses simples que des analyses complexes, selon les besoins. Ils fournissent également des informations qualitatives et quantitatives fondées à la fois sur des données probantes et sur des données fournies par les personnes. Les chercheurs et les collectivités peuvent choisir les outils les plus appropriés selon le sujet examiné et ce qu'ils entendent faire des résultats.

Farhad Mazhar explique ce qu'UBINIG attend du projet. L'organisme espère qu'on cernerá les obstacles à l'échelle locale et nationale que les exploitants agricoles doivent surmonter pour cesser la production de tabac. Il souhaite également qu'on donnera aux collectivités les moyens de prendre des décisions éclairées en ce qui concerne la transition vers d'autres cultures.

Il souligne qu'à l'intérieur même du Bangladesh, les conditions locales varient grandement d'un district à l'autre; il est donc difficile de proposer un programme d'action universel au gouvernement national. La recherche vise donc plutôt à élaborer un processus de consultation et de recherche que les gouvernements peuvent utiliser pour appuyer les analyses que les collectivités font de leur propre situation face à la culture du tabac et aux choix possibles.

Il précise que, dans ce contexte, la méthodologie est d'une grande importance et qu'on cherche à définir le type de méthodologie le plus apte à renforcer la capacité des cultivateurs et des collectivités à résoudre le problème.

Bien que seules quelques collectivités participent à la recherche, M. Mazhar croit qu'une fois celle-ci terminée, les analystes des politiques et les collectivités sauront qu'il est possible de renoncer à la culture du tabac et seront à même de définir le meilleur moyen de structurer ce processus.

La lutte antitabac

La Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'Organisation mondiale de la santé a été élaborée au milieu des années 1990 et adoptée en 2003. Jusqu'à maintenant, 168 pays l'ont signée et 141 l'ont ratifiée, dont le Népal tout récemment, le 7 novembre 2006.

Le tabac cause la mort de près de cinq millions de personnes par année. Si la tendance actuelle se maintient, les décès atteindront 10 millions par année d'ici à 2020, dont 70 % surviendront dans les pays en développement. Sans compter le lourd fardeau que le tabac représente du point de vue des coûts de la santé et de la perte de productivité, en plus de la souffrance qu'il inflige aux fumeurs, aux non-fumeurs victimes de la fumée ambiante et à leurs familles.

Le traité constitue une tentative pour réagir au problème, en particulier dans les pays en développement. Mais alors qu'il gagne du terrain, les sociétés productrices de tabac, dont les revenus déclinent depuis quelque temps dans les pays développés, brandissent des arguments d'ordre économique pour dénoncer les mesures énoncées dans le traité auprès des signataires des pays en développement, menaçant ainsi sa mise en application.

Trois projets financés par le CRDI par le truchement de son programme Recherche pour la lutte mondiale contre le tabac (RMCT) et réalisés au

Bangladesh, au Kenya et au Malawi tentent d'offrir des choix pratiques, viables et économiques aux cultivateurs pour qui il est difficile d'entrevoir des solutions de remplacement à la culture du tabac comme moyen de subsistance.

Selon Wardie Leppan du CRDI, les tenants de la lutte antitabac ont eu jusqu'à maintenant comme point de mire la demande de tabac et les fumeurs, mais ils savent désormais qu'ils doivent aussi viser la production dans environ 125 pays.

Il est d'avis qu'on reconnaît de plus en plus l'importance de cet aspect. Il ajoute que la lutte contre le tabagisme prenant de l'ampleur dans le Nord, les sociétés de tabac lancent une offensive vigoureuse dans les pays du Sud afin d'élargir le bassin de consommateurs et de producteurs. Par conséquent, on s'emploiera à combattre les arguments économiques avancés en faveur du tabac et à fournir des solutions de remplacement.

Selon M. Leppan, les intervenants du programme RMCT ne s'imaginent pas qu'en aidant les petits exploitants pour qu'ils renoncent à la culture du tabac, on va enrayer l'approvisionnement. Le programme poursuit plutôt un double objectif. Il vise premièrement à contrer les arguments économiques avancés par les sociétés pour freiner l'application des politiques de lutte antitabac. Le second objectif en est un de développement : aider les cultivateurs à améliorer leur sort et à éviter de tomber dans le cercle vicieux de l'endettement; empêcher que les enfants soient retirés de l'école pour aller travailler, que les femmes soient privées de sommeil pour veiller au séchage des feuilles; freiner la dégradation de l'environnement; éliminer les risques pour la santé auxquels s'exposent les familles qui entreposent la récolte toxique sous leur toit.

K.J. Shore est rédacteur à Ottawa.

Renseignements

Farida Akhter,
directrice exécutive, UBINIG.

Adresse : 22/13 Khiliji Road, Block-B, Muhammedpur, Dhaka-1207, Bangladesh.

Téléphone : 880-2-811-1465, 880-2-812-4533;

télécopieur : 880-2-811-3065;

courriel : ubinig@siriusbb.com; nkrishi@bdmail.net; nayakrishi@siriusbb.com

Farhad Mazhar,
directeur général, UBINIG.

Adresse : 22/13 Khiliji Road, Block-B, Muhammedpur, Dhaka-1207, Bangladesh.

Téléphone : 880-2-811-1465, 880-2-812-4533;

télécopieur : 880-2-811-3065;

courriel : ubinig@siriusbb.com; nkrishi@bdmail.net

Daniel Buckles,
Social Analysis Systems (SAS²), Université Carleton.

Adresse : 201, avenue Daniel, Ottawa (Ontario), Canada K1Y 0E1.

Téléphone : 613-722-8048;

courriel : dbuckles@sympatico.ca

Site Web de SAS² : www.sas-pm.com

Wardie Leppan,

spécialiste de programmes principal, Centre de recherches pour le développement international.

Adresse : BP 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9.

Téléphone : 613-236-6163, poste 2283;

courriel : wleppan@idrc.ca